

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE

Rapporteur : **Hélène Fauvel**



Décembre 2014

ÉDITO

Comment redonner de l'espoir à une société qui se fracture sur de nombreux plans et manque de cohésion sociale ? Comment renouer avec la croissance ? Si elle demeure atone, comment promouvoir un nouveau modèle de développement ? Comment faire face aux évolutions démographiques, écologiques ou aux mutations technologiques qui s'annoncent ?

Dans le cadre du rapport annuel sur l'état de la France en 2014, le CESE a souhaité s'appuyer notamment sur les indicateurs de développement durable pour analyser les différents enjeux, tant économiques, sociaux qu'environnementaux au regard du ressenti de nos concitoyens et de leurs principales préoccupations.

Les tendances croissantes à l'individualisme et au repli sur soi poussent notre Assemblée à tirer la sonnette d'alarme en raison de fractures toujours plus importantes au sein de notre pays : un essoufflement économique et démographique du monde occidental (en particulier de l'Union européenne) par rapport au reste de la planète, une polarisation de la société due à un accroissement des inégalités accéléré par la crise, un sentiment d'injustice poussant certains agents économiques au « ras-le-bol » fiscal ou encore des exclus toujours plus nombreux que ce soit en termes d'accès au logement ou au marché du travail. **Le CESE recommande de favoriser le retour dans l'emploi, notamment via la formation continue et de réduire les inégalités en limitant les situations d'injustice.**

Notre Assemblée, tout comme la majorité des citoyens, reconnaît que le niveau trop élevé de la dette prive l'État de marges de manœuvres budgétaires : il y a donc bien nécessité de le réduire. Pourtant, face à une économie convalescente, un ajustement budgétaire trop brutal risque de nuire à la reprise de l'activité économique, d'entretenir les déficits par manque de recettes fiscales et sociales et,

à terme, de mener à la déflation et à l'implosion de notre société. **Le CESE recommande d'adapter le calendrier budgétaire et de faire des investissements ciblés, un des moteurs de sortie de la crise.**

Le pessimisme ambiant doit donc faire place à une volonté de transformation, la France disposant d'atouts et de richesses trop souvent ignorés ou peu exploités. De même, la crise tout comme le phénomène de mondialisation invitent notre nation à s'interroger sur ce qu'elle est, à repenser son modèle tout en en préservant les principes fondateurs d'universalité. L'amélioration du bien-être des populations ne peut plus se limiter à la recherche de croissance ou à l'accumulation du capital mais doit voir le jour à travers des exigences, tant humaines qu'écologiques permettant de redonner du sens à la vie en collectivité. En effet, la sortie de crise peut notamment être impulsée par de larges gammes de biens ou de services inédits qui vont transformer nos modes de vie et d'organisation. L'innovation est l'alliée de cette grande transformation tout comme les nouvelles formes d'économie (économie sociale et solidaire, économie collaborative etc.). **Le CESE préconise de valoriser et développer les atouts et secteurs porteurs de la France pour la transmission d'un environnement de qualité aux générations futures.**

Notre société peine à croire en un futur meilleur et manque d'une vision qui suscite l'adhésion de tous. Ni la réduction de la dette et des déficits, ni la course au moins-disant social et fiscal entre les nations européennes ne sauraient répondre aux attentes des Français. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à souhaiter que le progrès (technologique, social etc.) satisfasse aux exigences de bien-être et que soit accordé enfin à l'humain une place centrale dans l'économie. Il s'agit ainsi de construire pour et avec les peuples, en France comme en Europe, un projet qui rassemble autour de l'analyse partagée d'un avenir souhaitable et non subi.

FRACTURE UE / MONDE

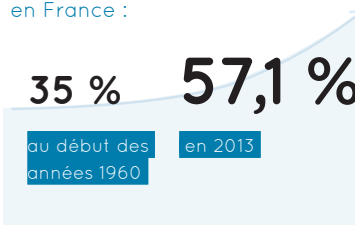
La croissance mondiale est désormais tirée par les pays émergents à l'origine des 2/3 de l'accroissement des richesses. En parallèle, l'activité économique européenne connaît une stagnation et les politiques de rigueur budgétaire voire d'austérité actuelles limitent les marges de manœuvre nécessaires à la sortie de crise et à la reprise de l'activité. Cela pourrait entraîner peu à peu l'Union européenne dans une spirale déflationniste.

Le CESE recommande pour éviter le risque de déflation qui menace l'Europe et la France :

- Adapter le calendrier de retour à l'équilibre budgétaire.
- Réorienter les objectifs de politique monétaire de la BCE en y incluant explicitement le soutien à l'activité et à l'emploi.
- Sortir du principe d'une règle unique applicable à tous : des pays qui connaissent un ratio d'endettement peu élevé ont été frappés de plein fouet par la crise alors que d'autres, qui ont des ratios très élevés ont été moins touchés.
- Mettre en avant le rôle de prêteur en dernier ressort de la BCE.
- Réfléchir à une révision du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) et du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG).

Essoufflement économique

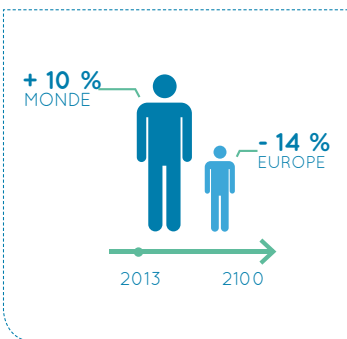
Le montant des dépenses publiques comparé au PIB a fortement augmenté en France :



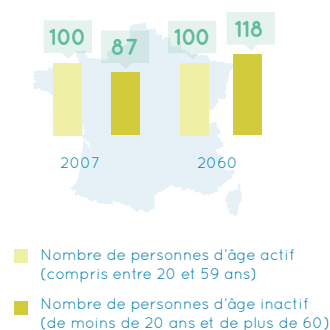
Taux de croissance du PIB en 2013 :



Essoufflement démographique



Vieillesse de la population en France



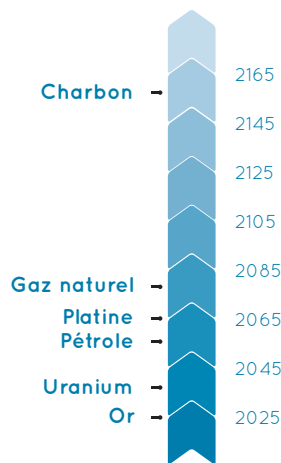
FRACTURE ÉCOLOGIQUE

De manière générale, le changement climatique ou la raréfaction de nos ressources naturelles nous amènent à questionner notre mode de développement économique. En effet, outre leurs conséquences désastreuses sur l'environnement, c'est également un enjeu économique majeur, que ce soit en termes d'indépendance énergétique qu'en vue d'une réduction de la facture énergétique française.

Le CESE recommande afin de limiter la détérioration de l'environnement :

- Encourager l'émergence d'un modèle qui préserve l'environnement, en réduisant la part des énergies fossiles afin de diminuer à la fois les émissions de gaz à effet de serre et la facture énergétique tout en poursuivant la recherche en matière d'énergies renouvelables, en améliorant l'efficacité énergétique et en garantissant durablement l'indépendance énergétique de la France.
- Favoriser les investissements de long terme qui intègrent les objectifs écologiques afin de lutter contre le réchauffement climatique et la dégradation environnementale.
- L'Union européenne et la France doivent jouer un rôle moteur en matière de préservation de l'environnement en insistant notamment lors de la Conférence 2015 pour que les Etats-Unis et la Chine prennent des engagements contraignants à court terme en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Épuisement des ressources naturelles (estimation)



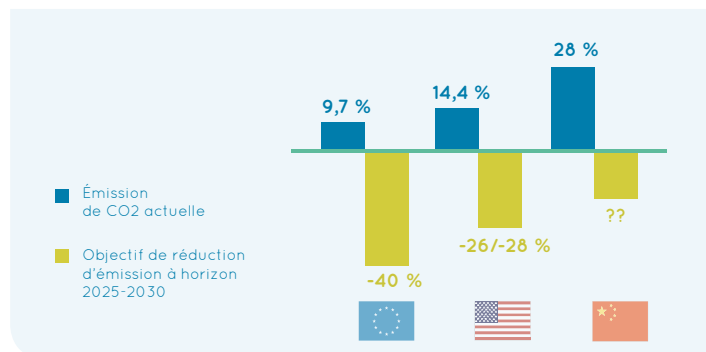
Le ressenti des Français

18 %

se déclarent confiants vis-à-vis de l'avenir de la planète

95 %

considèrent qu'il est nécessaire de protéger l'environnement



FRACTURE DU TISSU ÉCONOMIQUE

Bien que la France ait pu retrouver son niveau de production d'avant la crise, en 2013, elle connaît une croissance du PIB très faible.

La persistance de ce faible niveau d'activité signifie que ce problème n'est pas seulement lié à la conjoncture mais résulte aussi de tendances plus lourdes antérieures à la crise. Ainsi, le débat stéréotypé entre politique de l'offre et politique de la demande n'est plus de mise.

Si la contrainte budgétaire impose de limiter les financements publics, elle ne doit pas interdire une politique publique d'investissements d'avenir que les acteurs en soient publics ou privés.

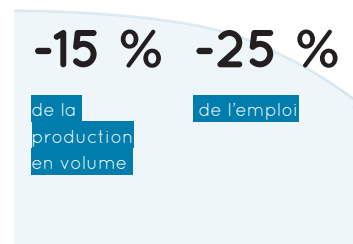
Le CESE recommande afin de relancer l'activité :

- Réaffirmer le rôle de l'État stratège qui orienterait dans une perspective de long terme les investissements vecteurs de compétitivité et de création d'emplois.
- Prendre conscience collectivement de l'effet de levier de la demande publique, source d'investissements structurels.
- Lutter contre le déclin industriel, en réinvestissant dans l'appareil productif et en accélérant l'aboutissement des 34 plans industriels nationaux.
- Redonner aux entreprises les capacités d'investir et d'embaucher en favorisant notamment l'accès des PME-TPE aux crédits bancaires.
- Définir une stratégie de recherche en menant une réflexion prospective permettant de mieux cibler les domaines prioritaires.

Fracture entre les différents secteurs

Prédominance des services marchands et non marchands

au détriment notamment de l'industrie entre 2000 et 2013

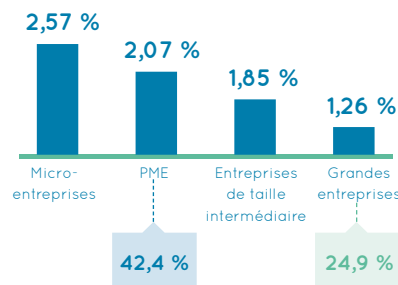


Part des dividendes nets

dans l'excédent brut d'exploitation au détriment de l'investissement

12 %
en 1980
30 %
aujourd'hui

Taux d'intérêt des crédits en 2014



Taux implicite de l'impôt sur les sociétés en 2014

FRACTURE SOCIALE

L'accroissement des inégalités, déjà entamé il y a de nombreuses années, ne s'est pas résorbé avec la crise, bien au contraire. En effet, plus les ménages sont aisés et plus leurs revenus augmentent, alors que la tendance s'inverse pour les ménages en dessous du revenu médian. Ce différentiel s'explique en grande partie par la concentration du patrimoine au bénéfice d'un nombre réduit de ménages. En parallèle, la population pauvre en France est de plus en plus importante même si le taux de pauvreté demeure parmi un des plus faibles d'Europe, en raison du caractère redistributif de notre modèle social.

Afin d'éviter la polarisation de notre société, le CESE recommande :

- Respecter les principes fondateurs du modèle social français (universalité, justice sociale, redistribution) pour toute mesure destinée à l'adapter aux exigences de notre temps, tout en veillant à sa pérennité.
- Préserver un service public de qualité et accessible à tous, et veiller à ce que les réformes nécessaires soient conduites dans le souci de préserver les droits sociaux.
- Permettre à tous d'accéder à un logement car des habitations aux prix trop élevés ou trop lointaines, sont une cause de précarité importante.

Inégalités de revenus

En 2013



3^{ÈME} MONDIALE

en nombre de millionnaires

Le classement *Forbes* 2014 souligne que la France a connu **un nombre record de milliardaires cette année**, dont la fortune s'est encore accrue

Niveau de vie des foyers fiscaux les « plus aisés »

10x 75x

plus que celui des foyers « aisés »

plus que celui de 90 % des foyers fiscaux français



48 %

du patrimoine est détenu par les 10 % des ménages français les mieux dotés



0,1 %

du patrimoine est détenu par les 10 % des ménages français les moins dotés

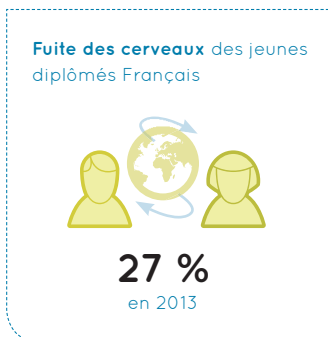
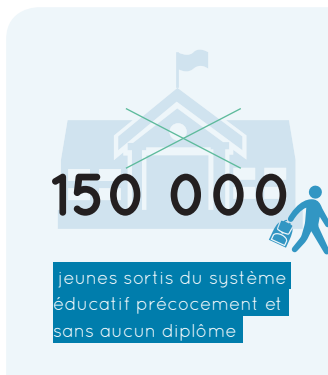
FRACTURE SOCIALE

Afin de résorber les inégalités, il est indispensable d'agir le plus en amont possible : l'école est au cœur de la lutte entre les inégalités présentes et à venir. L'idéal républicain s'est donné pour objectif que l'origine sociale ne conditionne pas la position future de chacun des membres au sein de la société. Or son principal instrument, l'éducation nationale, ne parvient plus à remplir cette mission.

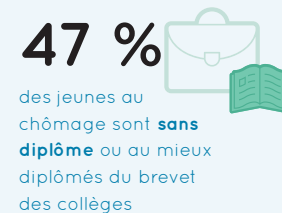
Pour lutter contre l'échec scolaire, le CESE recommande :

- Encourager une socialisation précoce des enfants à travers l'école maternelle qui favorise l'apprentissage tant de la vie en société que des savoirs fondamentaux.
- Redéployer les moyens en faveur de l'accueil de la petite enfance et de l'école primaire y compris pour permettre un suivi personnalisé des enfants en difficulté.
- Développer une formation initiale et continue, de nature à augmenter le niveau des qualifications.
- Mieux exploiter toutes les formes de la formation en alternance par une approche plus qualitative, en veillant à un développement équilibré entre les niveaux secondaires et supérieurs, tout en s'assurant qu'elles demeurent un véritable tremplin facilitant l'accès des jeunes à un emploi durable et de qualité.
- Développer et créer des filières de formation professionnelles et technologiques en nombre suffisant pour assurer les compétences et qualifications nécessaires à l'essor des secteurs d'avenir.

Inégalités à l'école



La fracture se creuse entre diplômés et non-diplômés



Ascenseur social bloqué



FRACTURE POLITIQUE

L'Union européenne comme la France manque d'un projet fédérateur. La course au moins-disant social et fiscal pour satisfaire aux conditions d'équilibre budgétaire ne saurait en tenir lieu. Les citoyens constatent un écart croissant entre leurs difficultés quotidiennes et les réponses apportées par les décideurs publics. Le doute s'installe donc quant à la capacité des responsables politiques à sortir leur pays des crises que nous rencontrons, entraînant un repli identitaire favorable à toutes les formes de communautarisme et d'extrémisme. Ainsi, les citoyens, à une large majorité, peinent à se projeter dans le XXIème siècle et surtout ne croient plus à un avenir meilleur.

Afin de recréer un lien direct entre les décideurs et les citoyens, le CESE recommande :

- Afficher des dispositions claires, lisibles et qui ne soient plus modifiées au gré des circonstances ou des réseaux d'influence.
- Encourager une plus grande exemplarité des décideurs dans le respect du droit.
- Mieux répartir les efforts et faire preuve d'une plus grande pédagogie envers les citoyens.
- Restaurer la confiance dans l'Union européenne à travers de meilleures réponses aux aspirations des citoyens en mettant au cœur des décisions la dimension sociale tout en valorisant un modèle reposant sur des valeurs humanistes, le respect des droits de l'Homme et la démocratie.
- Recourir à l'expérimentation et à l'évaluation, qui constituent des outils indispensables pour la mesure de toute réforme, et des facteurs de meilleure efficacité et de transparence.

Ressenti des citoyens français sur la politique



de la population estime que s'inscrire dans un parti politique est efficace pour faire entendre sa voix



78 %

des Français considèrent que le **système démocratique fonctionne mal** et que leurs **idées ne sont pas bien représentées**

Inflation de textes et accumulation de dispositifs



Sans que pour autant leur efficacité soit démontrée

LES FOCUS CONSACRÉS AUX PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

Actuellement, morosité, lassitude et méfiance, sont les qualificatifs qui reviennent le plus fréquemment lorsque les Français sont interrogés sur leur état d'esprit. Outre la situation économiquement fragile du pays, le sentiment d'impuissance des acteurs publics en général qui, pour seulement 32 % de la population, ont réellement les moyens d'agir et d'influer sur le cours des choses, conduit à une défiance généralisée à l'égard de l'État, des institutions, des élites ainsi que vis-à-vis des autres citoyens.

Ce sentiment est renforcé tant par le manque de résultats des politiques menées, que par l'absence de projet structurant et fédérateur proposé à la société.

En effet, depuis trop longtemps, l'accent est mis par les autorités publiques sur la seule réduction de la dette publique et le besoin de rigueur budgétaire.

Dans un contexte de crise durable, où une partie de la population française est percutée de plein fouet par le chômage et où les efforts demandés, depuis de nombreuses années, ne sont pas récompensés par un retour de la croissance, ce seul objectif n'est ni créateur de cohésion sociale, ni porteur d'espoir.

Face au ressenti de nos concitoyens d'un écart croissant entre leurs difficultés quotidiennes concrètes et les réponses apportées par le politique, le CESE s'est donné pour objectif de centrer sa réflexion autour des grandes préoccupations des Français : les prélèvements obligatoires, le logement et le travail.

FOCUS SUR LES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Dans un contexte de crise qui pèse sur le pouvoir d'achat de la grande majorité de nos concitoyens, la plupart rejettent les efforts exigés d'eux à travers les prélèvements obligatoires. Les récentes augmentations de la fiscalité, faisant suite à une décennie de moins-disant fiscal, exacerbent ce refus de l'impôt.

Afin de restaurer un plus grand consentement à l'impôt, le CESE recommande :

- Rééquilibrer la fiscalité au profit de l'impôt progressif en abaissant en contrepartie le poids de la fiscalité indirecte.
- Réduire la TVA au profit de l'impôt sur le revenu et de la fiscalité environnementale.
- Favoriser de nouvelles convergences en matière d'harmonisation des taux et des assiettes de l'impôt notamment sur les sociétés.
- Lutter plus efficacement contre la fraude fiscale et sociale en calibrant les moyens alloués aux administrations financières et fiscales à la hauteur des enjeux, et en allant plus loin au niveau européen dans le cadre d'une lutte commune contre l'évitement fiscal.
- Réformer en profondeur l'impôt sur le revenu afin d'en restaurer le caractère progressif et supprimer les effets de seuil.
- Réhabiliter le caractère citoyen de l'impôt à travers une participation de chaque citoyen à son paiement, ne serait-ce que de manière symbolique.
- Réexaminer les centaines de dépenses fiscales et ne conserver que celles dont l'utilité économique, sociale ou environnementale est avérée.

Ressenti des citoyens français sur les prélèvements obligatoires

8/10
déclarent ressentir un « ras-le-bol » fiscal



Seulement **57 %** admettent le principe de payer des impôts pour un service public de qualité et un haut niveau de protection sociale

Taux de prélèvement en France

3ÈME POSITION
En Europe

Avec un taux de **45 %** en 2013

Rapprochement Fraude/Déficit

50 à 80 milliards d'euros par an



■ Montant des pertes de recettes fiscales et sociales dues à la fraude

80 milliards d'euros



■ Déficit du budget de l'État estimé pour 2014

Niveau de vie des plus modestes

AVANT
redistribution



8 fois inférieur à celui des plus aisés

APRÈS
redistribution



4 fois inférieur à celui des plus aisés

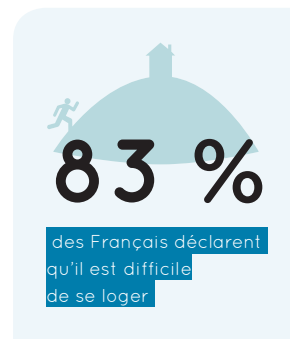
FOCUS SUR LE LOGEMENT

Malgré toutes les mesures mises en œuvre, la crise du logement et la situation préoccupante du secteur du bâtiment demeurent d'une grande acuité en 2014, voire s'aggravent du fait de la conjoncture économique. Le logement se retrouve ainsi au cœur des préoccupations des Français et notamment dans les zones à fortes tensions.

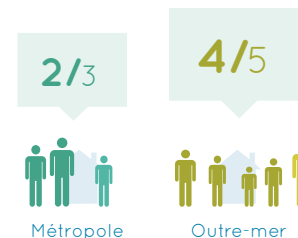
Afin d'endiguer la crise du logement, le CESE recommande :

- Considérer la ville dans son ensemble afin de garantir à tous un environnement de qualité créateur de lien social.
- Favoriser un modèle de société permettant à tous d'accéder à un logement en maîtrisant mieux le foncier et en ciblant les « aides à la pierre » et « aides personnelles » sur les zones à fortes tensions.
- Promouvoir la construction de logements intermédiaires, entre des zones individuelles très consommatrices de surface foncière et des grands ensembles à l'image dégradée.
- Mettre en œuvre une politique ambitieuse de rénovation de notre patrimoine immobilier afin d'éviter la transmission aux générations futures d'un patrimoine obsolète et dégradé. Pour cela, il convient de déployer de puissantes politiques incitatives et de permettre l'accès aux financements correspondants.
- Limiter l'étalement urbain qui mord de plus en plus sur les territoires ruraux en réduisant de 50 % la surface annuelle artificialisée d'ici 2025.

Ressenti des citoyens français sur le logement

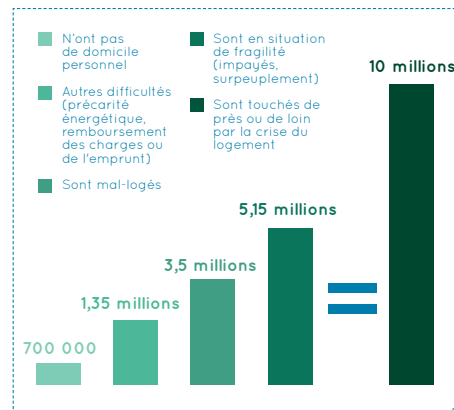


Nombre de personnes éligibles au logement social aujourd'hui



Coût du logement

Entre 1998 et 2012



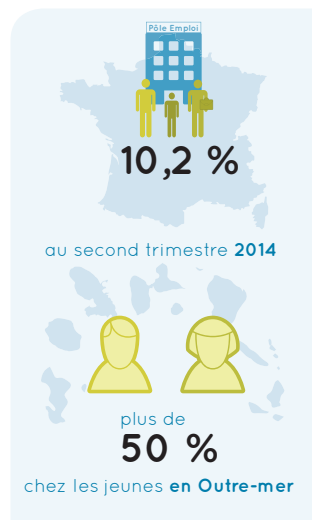
MARCHÉ DU TRAVAIL

Le ralentissement de l'activité au cours de ces dernières années impacte fortement l'emploi et provoque un nouveau recul des embauches en 2014. Le problème est de deux ordres : l'accès au marché du travail et le développement du sous-emploi. Cette situation provoque une dualité progressive du marché du travail entre d'un côté des salariés qualifiés, occupant majoritairement des emplois stables et bien rémunérés, et d'un autre côté, des salariés peu ou pas qualifiés qui basculent de plus en plus vers la précarité.

Le CESE recommande :

- Lutter contre le travail précaire qui ne peut constituer une solution au problème du chômage car il ne permet ni de se projeter dans l'avenir, ni de construire des projets structurants.
- Sécuriser les parcours professionnels pour tous et tout au long de la vie en renforçant les politiques publiques d'éducation et de formation continue, et en garantissant la portabilité des droits sociaux.
- Conduire une véritable évaluation de l'impact des mesures d'exonération des cotisations sociales sur les bas salaires et d'allègements fiscaux en termes de maintien ou de création d'emplois.

Taux de chômage



Les plus précaires sur le marché du travail : jeunes/femmes/seniors



Les personnes en situation de sous-emploi représentent :

6 %
de la population

90 %
des embauches se font désormais en CDD, intérim

CONTRIBUTION DE LA DÉLÉGATION

LA DÉLÉGATION À LA PROSPECTIVE ET À L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES A PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION DU RAPPORT SOUS LA FORME D'UNE CONTRIBUTION « LES ÉVOLUTIONS DU TRAVAIL (OU ACTIVITÉS) DANS UNE PERSPECTIVE DE MOYEN TERME ».

L'acuité du problème du chômage et le constat d'échec des différents gouvernements à inverser cette tendance justifient l'analyse prospective menée par notre Assemblée à travers l'élaboration de quatre scénarios, deux tendanciels et deux explorant les champs du possible à l'horizon 2025-2030. Ce travail a notamment vocation à alerter sur les tendances observées depuis plusieurs décennies dans l'univers du travail. À titre d'exemple, une accentuation de l'individualisation et de la dualisation du marché du travail tout comme un accroissement de la porosité entre sphère privée et sphère professionnelle.

Pour mieux préparer l'avenir, le CESE envisage plusieurs pistes de réflexion :

- Le travail reste une valeur structurante susceptible d'évoluer au regard des nouvelles aspirations. Les notions d'épanouissement, de reconnaissance et de bien-être au travail doivent mieux être prises en compte, de même qu'une meilleure articulation entre les temps de vie professionnels et privés.
- Dans un contexte de mondialisation et de financiarisation de l'économie où le facteur humain est de moins en moins pris en compte, tenter de réfléchir à un modèle social qui place les capacités humaines comme le principal moteur du développement durable, est une piste ambitieuse mais indispensable à long terme pour préserver la cohésion sociale de notre pays.
- La fonction DRH reste centrale et doit être valorisée pour accompagner toutes les mutations à venir dans le monde du travail.



ATOUS DE LA FRANCE

Des atouts existants
insuffisamment exploités

Tourisme

Artisanat

Aérospatial

Luxe

Gastronomie

De nouveaux atouts en devenir

**Economie sociale
et solidaire**

- 10 % du PIB

Économie numérique

- Représente 5,7 % du PIB
- Impacte 72 % de l'économie française
- +661 % du nombre d'utilisateurs d'Internet depuis 2000

Plateau continental

- 2^{ème} espace maritime mondial

Emplois verts

- + 330 000 d'ici 2030

UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

La France pâtit à la fois d'un modèle économique trop dépendant des marchés financiers et de politiques de rigueur, menées également dans toute l'Union européenne, qui aboutissent à la stagnation économique. À cette crise économique et sociale s'ajoute une crise écologique majeure, dont le changement climatique n'est qu'un des aspects, nous obligeant à remettre en question un modèle de développement, fondé entre autres sur une utilisation intensive des ressources naturelles, d'autant plus qu'elles se raréfient. De même, face à la persistance de l'atonie de la croissance du PIB, il est nécessaire de développer de nouvelles formes d'organisation et d'entrepreneuriat.

À cette fin, le CESE recommande :

- Valoriser les secteurs d'avenir, en métropole et dans les territoires ultra-marins, qui ouvrent des perspectives de croissance et d'une nouvelle organisation de notre société et de nos modes de vie.
- Promouvoir les nouvelles formes d'économie (économie sociale et solidaire, économie numérique, économie circulaire etc.).
- Prendre en compte la dimension de la transition vers un développement durable dans le cadre de la conduite de la réforme de l'État au travers de la définition des missions, la hiérarchisation des priorités, la répartition des compétences, l'attribution des moyens et la recherche de la satisfaction des citoyens.
- Continuer à mettre à jour les Indicateurs de Développement Durable qui permettent une mesure du bien-être de nos concitoyens plus équilibrée entre l'économique, le social et l'environnemental.

RAPPORT ANNUEL

SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE



En 2014, ce rapport s'inspire du ressenti de nos concitoyens et de leurs principales préoccupations, et s'appuie notamment sur les indicateurs de développement durable pour analyser les différents enjeux, tant économiques, sociaux qu'environnementaux, auxquels notre pays est confronté.

Les tendances croissantes à l'individualisme poussent notre Assemblée à alerter les pouvoirs publics sur les fractures toujours plus importantes de notre société : un essoufflement économique et démographique du monde occidental, une polarisation due à un accroissement des inégalités, un rejet des prélèvements obligatoires ou encore des exclus toujours plus nombreux que ce soit en termes d'accès au logement ou au marché du travail.

Entre la fin des politiques de rigueur et l'acquiescement de l'impôt sur le revenu ne serait-ce que de manière symbolique par chaque citoyen, notre Assemblée apporte des réponses pragmatiques à différents points de blocage identifiés.



Rapporteur :

Vice-présidente de la Section de l'économie et des finances, membre de la Délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques et de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité du CESE.

Contacts :

Hélène Fauvel :
helene.fauvel@lecese.fr
Tél. : 01.44.43.64.46

**Section de l'économie
et des finances :**
ecofin@lecese.fr
Tél. : 01.44.43.62.47

Le Cese, 3^e assemblée de la République, élabore des avis, rapports et études. Il favorise le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles, participe à l'évaluation des politiques publiques entrant dans son champ de compétences et contribue à l'information des citoyens.

Retrouvez l'intégralité du rapport sur :

www.lecese.fr

[@lecese](https://twitter.com/lecese)